

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 JUILLET 1922.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires au Budget général de l'exercice 1921 et à des Budgets de l'exercice 1922 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Saisie de ce projet de loi quelques jours seulement avant la clôture de la session, votre Commission des Finances a dû l'examiner rapidement et ne peut vous en offrir un compte rendu détaillé. D'ailleurs les propositions sont appuyées d'une note qui en présente des justifications généralement adéquates.

Le projet de loi comporte deux ordres de dispositions : le premier consiste en *régularisations* ; le second, en *crédits supplémentaires*.

Quant aux régularisations, elles ne sont point de nature à modifier le montant des crédits, mais tendent simplement à autoriser l'imputation, sur les crédits votés, de certaines créances qui n'ont pu être liquidées dans les délais légaux. Nous ne nous y arrêterons pas.

Autre chose les crédits supplémentaires. On ne saurait trop veiller à les maintenir dans les bornes étroites du cas de force majeure ou imprévisible. A plusieurs reprises déjà, votre Commission des Finances a protesté contre les dépassements de crédits qui se traduisent, à la fin d'un exercice, en propositions de crédits supplémentaires. « Si l'octroi de crédits supplémentaires se généralisait, le vote des Budgets perdrait sa signification constitutionnelle, qui est d'assigner aux dépenses de l'État des limites précises et rigoureuses. » (Rapport sur le Budget général de 1921, p. 5.)

L'honorable Ministre des Finances a pris lui-même à tâche de mettre un terme aux dépassements de crédits, trop souvent pratiqués durant les premiers

(1) Projet de loi, n° 369.

(2) La Commission, présidée par M. MECHERYNCK, était composée de MM. BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Aug.), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

exercices d'après-guerre, et de réduire au plus strict minimum les propositions de crédits supplémentaires. Il nous rappelait, dans le remarquable exposé général du Budget de 1922 (p. 24), que les dépenses réellement effectuées sur les exercices 1919 et 1920 avaient entraîné le vote de 245 millions et de 1.482 millions de crédits supplémentaires : « Il en faudra aussi pour 1921 », ajoutait-il, « mais très réduits heureusement, grâce à l'esprit d'économie qui commence à se manifester et à l'application partielle des nouvelles méthodes de contrôle. »

Si l'on additionne les crédits supplémentaires qui sont actuellement sollicités pour ce dernier exercice, on arrive à un total de 1.141 millions, qui paraît en contradiction avec la prévision formulée ci-dessus. Mais la hauteur de ce total est due à un petit nombre d'articles, les uns non limitatifs, les autres introduits dans le Budget par des causes issues des événements de guerre. Citons-les tout d'abord, afin de débayer le terrain :

L'article 12 (non limitatif) du Budget ordinaire de la Dette publique pour l'exercice 1921 doit être majoré de 50,550,000 francs. Cette somme représente la différence entre le montant prévu et les décaissements réellement effectués, pour le service de la *dette flottante*.

Les dépenses ordinaires de la Défense Nationale pour le même exercice doivent être majorées de 46 millions, somme dont la plus grande part correspond au prix des *cessions faites en 1919 par le Gouvernement français à l'armée belge*, cessions qui n'ont pu être comptabilisées que récemment.

Au Budget extraordinaire de 1921 doivent être ajoutés trois crédits d'un montant extrêmement élevé :

Un crédit de 114 millions pour couvrir l'insuffisance de la somme de 152,100,000 francs allouée pour frais de l'opération d'*échange des Bons de restauration monétaire*. Ces frais consistent principalement en intérêts et prime de 5 % payable lors de l'échange, conformément aux dispositions de la loi du 30 juillet 1921.

Un crédit de 121 millions pour couvrir la perte résultant des opérations relatives aux crédits bancaires anglais et suisse. Les Chambres furent saisies naguère des conséquences de ces opérations.

Un crédit de 98 millions pour remboursement des *avances faites à l'Allemagne* en vertu du protocole de Spa. Cette somme sera balancée par une recette à inscrire parmi les ressources extraordinaires de 1921, recette constituée par un prélèvement sur les fournitures de combustibles exécutées en vertu du même protocole.

Le Budget des Dépenses recouvrables de 1921 est grevé supplémentairement du chef de quelques grosses dépenses :

.. Au Département des Chemins de fer :

liquidation de créances arriérées à concurrence d'une centaine de millions : à cette opération correspondent des annulations de crédit sur les Budgets de 1919 et 1920 ; majoration par suite de la hausse du change, de crédits prévus en 1920 pour achats de matériel : 33 millions.

Indemnités allouées pour dommages de guerre : 300 millions. Rappelons que le crédit affecté à ces indemnités n'est pas limitatif.

Le petit nombre d'articles que nous venons d'énumérer constitue un total de près de 900 millions. Comme on l'a vu, ce total est composé de dépenses d'un caractère tout exceptionnel, dont on s'explique aisément qu'elles n'aient pu entrer dans les prévisions budgétaires.

Reste à justifier un ensemble de crédits supplémentaires qui s'élève à environ 250 millions.

Passons sur les chiffres peu importants qui correspondent à d'inévitables imprévus. Les exercices 1919, 1920 et 1921 se sont écoulés sous l'influence de la hausse des prix du change, des traitements et des salaires : c'est l'explication de nombreux dépassements de crédits, qu'il est impossible de discuter en détail dans cette rapide revue.

TABEAU A.

DÉPENSES ORDINAIRES.

Dette publique

Un crédit de 2.250,000 francs est demandé (art. 13^{bis}) pour intérêts des bons de caisse décennaux délivrés en paiement du solde des marcs retirés de la circulation dans les cantons d'Eupen-Malmédy.

Un crédit de 18,613,000 francs (art. 41^{bis}) pour subsides aux caisses de pensions en exécution de la loi du 3 juin 1920 portant revision des pensions. L'imputation de cette somme sur l'exercice 1921 provient des nouvelles règles admises pour la comptabilité de ces subsides.

Affaires Étrangères.

Le montant des crédits supplémentaires, qui dépasse deux millions pour ce département, est dû, en grande partie, au mouvement des changes.

Intérieur

Un crédit de fr. 2,698,875.30 est demandé pour régulariser les avances de Trésorerie faites au Haut-Commissaire royal d'Eupen-Malmédy.

Sciences et Arts.

L'ensemble des crédits supplémentaires sollicités pour ce Département forme un total considérable : environ 17 millions.

Ce chiffre élevé résulte, en grande partie, des causes générales indiquées ci-dessus.

Le travail de revision des subsides scolaires de 1914 à 1919 a entraîné un surcroît de dépenses de près de 7,000,000 de francs (art. 78^{bis} et 78^{ter}).

La part de l'État dans les indemnités accordées aux instituteurs intérimaires exige un crédit supplémentaire de 3,155,000 francs.

Travaux publics.

Les crédits sollicités pour ce Département s'élèvent à 9,500,000 francs, dont 7,000,000 de francs environ pour régularisation de mandats de Trésorerie qui ne sont pas rentrés à temps pour être imputés sur les disponibles de l'exercice 1920; et 1,500,000 francs pour régularisation des paiements clandestins effectués durant l'occupation.

Défense Nationale.

Les crédits demandés pour ce Département se rapportent, dans la plus grande partie, aux cessions du Gouvernement français, dont il a été parlé plus haut.

Finances.

Montant total : 6,400,000 francs, dû au règlement d'arriérés de traitements, à la revision des barèmes, aux suppléments accordés, comme à certaines dépenses de matériel qu'il était difficile de prévoir exactement.

TABLEAU B.

DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

Travaux publics.

Un crédit de 10 millions est sollicité (art. 35) pour régulariser les mandats de Trésorerie qui, par suite de rentrée tardive, n'ont pu être imputés sur les crédits disponibles de 1920.

Industrie, Travail et Ravitaillement.

Crédit de 18,872,889 francs demandé (art. 61^a) afin de solder les dépenses payées en 1920 pour le secours-chômage et alimentaire, après épuisement du crédit alloué pour ce secours.

Credit de 10,000,000 de francs sollicité pour subside au fonds national de crise (art. 62). Cette somme correspond à la part d'intervention des provinces et des communes, dont l'État dut faire l'avance en 1921; comme contre-partie, le crédit demandé pour 1922 a été réduit d'une somme équivalente.

Finances.

Avances au Fonds du Roi Albert conformément à l'arrêté-loi du 23 septembre 1916 (art. 165⁴) : 9,600,000 francs. La régularisation de cette avance n'a pu se faire sur les crédits prévus aux budgets de 1919 et 1920 au profit de ce Fonds.

Affaires Économiques.

Mise en stock de charbons allemands (art. 168) : fr. 3,132,000 francs.

INDEMNITÉS DE VIE CHÈRE.

Un crédit supplémentaire de fr. 10,108,453.32 est demandé, parce que les allocations inscrites au Budget de 1921 ont été réduites à des chiffres insuffisants.

TABLEAU C.

**DÉPENSES RECOUVRABLES EN EXÉCUTION
DES TRAITÉS DE PAIX.****Travaux publics.**

Un crédit de 7,079,705 francs est demandé (art. 27), principalement pour régulariser des mandats de trésorerie qui n'ont pu être imputés sur les crédits disponibles en 1920.

Marine, Télégraphes et Téléphones.

En tout, environ 5,000,000 de francs de créances arriérées (art. 37 et 40), montant auquel correspondent des disponibles sur le Budget de 1920.

Défense Nationale.

Dépenses des Commissions de récupération (art. 56) : 4,451,000 francs.

Affaires Économiques.

Transport du matériel restitué et récupéré (art. 59) : 5,919,000 francs.

Le crédit prévu pour cet objet en 1920 laissera un disponible supérieur à la somme demandée.

L'extension donnée, au cours de l'exercice 1921, aux juridictions des dommages de guerre et la plus grande activité de celles-ci nécessitent deux crédits supplémentaires respectivement de 972,000 francs (art. 64) et de 1,625,000 francs (art. 67).

TABLEAU D.**BUDGET DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES
ET TÉLÉGRAPHES.**

Des crédits supplémentaires s'élevant à 72,000,000 de francs sont sollicités pour les frais d'exploitation des Régies. En majeure partie, ils sont exigés par les charges issues, au cours de l'exercice 1921, de diverses améliorations apportées à la situation du personnel.

Les crédits sollicités pour dépenses de premier établissement correspondent à des engagements qui n'ont pu être liquidés en temps utile sur les crédits disponibles des exercices antérieurs. Ils s'élèvent en tout à 36 millions de francs environ.

TABLEAU F.**RAVITAILLEMENT.**

Crédits demandés : 3,000,000 de francs.

Les prévisions pour frais d'emmagasiner se sont trouvées inférieures aux dépenses réelles à cause de la diminution des ventes et du retard dans la mise en exploitation des entrepôts nouveaux.

Comme il est dit dans l'Exposé des Motifs, toutes les dépenses sont payées, mais restent à régulariser budgétairement. En regard des crédits demandés se placent des annulations de crédits évaluées dans le même Exposé à un montant total de 740 millions.

Enfin le projet qui vous est soumis contient des propositions de crédits supplémentaires à rattacher à différents budgets de l'exercice 1922, tout récemment votés. « En demandant ces crédits dès à présent » dit M. le Ministre des Finances, « le Gouvernement marque la volonté de rester dans la légalité qui exige qu'il soit pourvu aux insuffisances de crédit avant la fin de l'année budgétaire », déclaration dont la Chambre prendra volontiers acte.

Le total de ces derniers crédits s'élève, pour le service ordinaire, à 9,645,000 francs.

Ministère des Sciences et des Arts.

Les crédits supplémentaires sollicités pour ce département sont fort nombreux et atteignent la somme de 4,691,000 francs. Ils ont pour principales causes des relèvements ou des augmentations réglementaires de traitements.

Un amendement de MM. Huysmans et consorts propose d'ajouter aux crédits alloués pour le service ordinaire du Ministère des Sciences et des Arts un article ainsi conçu :

Constructions, ameublement, etc., de maisons d'école et de baraquements scolaires (enseignement primaire) : 10,000,000 de francs.

Votre Commission des Finances n'a pas cru devoir examiner le principe de cette proposition ni le bien fondé du chiffre proposé. Elle estime que, en admettant l'amendement, on étendrait de façon assez périlleuse la notion des crédits supplémentaires : au lieu de limiter l'application de ces crédits aux cas d'insuffisance constatée des crédits votés, ou à des opérations de pure comptabilité, on introduirait des amendements aux lois budgétaires après le vote de celles-ci.

Travaux publics.

Crédit d'un million (art. 40) demandé pour la mise en état des habitations royales.

Finances.

Dépenses des Commissions de Récupération (art. 59).

Crédit transféré du Budget des dépenses recouvrables.

L'article 8 du projet de loi ouvre un crédit supplémentaire au Budget des recettes et dépenses extraordinaires de 1922 pour la Commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens.

Le crédit proposé pour cet objet a été réduit de 150,000 à 50,000 francs par la Chambre, alors que la première somme était déjà complètement engagée.

L'article 10 du projet vise deux transferts à effectuer du Budget des Dépenses extraordinaires au Budget des Dépenses recouvrables (art. 58 et 61) : ensemble, 500,000 francs.

Enfin l'article 12 doit arrêter votre attention. Il tend à imputer sur l'article 4, litt. a, du Budget du Ravitaillement pour l'exercice 1921 (Service des vivres indigènes. Achat de blés exotiques) une perte de 30 millions réalisée par le Service du sucre en 1921.

Ces diverses constatations faites, votre Commission des Finances ne peut que vous proposer, Messieurs, d'adopter le projet de loi qui vous est soumis.

Le Rapporteur,
MAURICE HOUTART.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 JULI 1922.

Wetsontwerp waarbij regelingen veroorloofd en bijcredieten verleend worden op de Algemeene Begrooting voor het dienstjaar 1921 en op begrootingen voor het dienstjaar 1922 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **HOUTART**.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie voor de Financiën, die slechts kennis heeft gekregen van dit wetsontwerp eenige dagen vóór de sluiting van het zittingsjaar, heeft het in der haast moeten onderzoeken en kan er u geen omstandig verslag over aanbieden. Overigens, de voorstellen zijn gesteund door eene nota welke er over het algemeen gepaste toelichtingen over verstrekt.

Het wetsontwerp omvat twee soorten van beschikkingen : de eerste bestaat in *regelingen*; de tweede in *bijcredieten*.

Wat de regelingen betreft, deze zijn niet van aard om het beloop der credieten te wijzigen, maar strekken er enkel toe om de aanrekening te machtigen, op de aangenomen credieten, van sommige schuldvorderingen die binnen de wettelijke termijnen niet konden vereffend worden.

Wij zullen er niet bij stilblijven.

Anders is het gesteld met de bijcredieten. Niet genoeg zou men er kunnen over waken ze binnen de enge grenzen van overmacht of van het niet te voorziene geval te behouden. Reeds herhaaldelijk heeft uwe Commissie der Financiën verzet aangeteekend tegen de credietoverschrijdingen welke, op het einde van een dienstjaar, omgezet worden in voorstellen van bijcredieten. « Bijaldien het toestaan van bijcredieten algemeen werd, zou de aanneming der Begrootingen

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n° 369.

⁽²⁾ De Commissie, voorgezeten door den heer MECHÉLYNCK, bestond uit de heeren BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Augustin), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLAUBEKE en WAUWERMANS.

hare grondwettelijke beteekenis verliezen, welke er in bestaat : aan de Staatsuitgaven nauwkeurig afgelijnde en strenge grenzen te geven. » (Verslag over de Algemeene Begrooting van 1921, bl. 5.)

De Minister van Financiën heeft zelf de taak op zich genomen een eind te maken aan de credietoverschrijdingen, die maar al te vaak voorkwamen gedurende de eerste naoorlogsche dienstjaren, en de voorstellen tot aanvullende credieten tot een streng minimum te beperken. In de merkwaardige algemeene toelichting van de Begrooting van 1922 (bldz. 24) wees hij er op dat de werkelijke uitgaven op de dienstjaren 1919 en 1920 voor 245 en voor 1,482 miljoen aanvullende credieten hadden geveerd : « Voor 1921 zullen die ook noodig zijn, voegde hij erbij, maar gelukkig veel minder, dank zij den geest van besparing die begint te heerschen, en dank zij de gedeeltelijke toepassing van nieuwe wijzen van contrôle. »

Maakt men de optelling van de aanvullende credieten die thans worden gevraagd voor dit laatste dienstjaar, komt men tot een totaal van 1,141 miljoen, bedrag dat in tegenstrijd schijnt met de hooger aangeduide raming. Dit hooge bedrag is echter toe te schrijven aan een klein getal artikelen, de eene onbeperkt, de andere in de Begrooting ingelascht wegens gronden die voortvloeien uit de oorlogsgebeurtenissen. Noemen wij die eerst op :

Artikel 12 (onbeperkt) van de gewone Begrooting der Openbare Schuld voor het dienstjaar 1921 moet verhoogd worden met 50,550,000 frank. Deze som vertegenwoordigt het verschil tusschen het geraamde bedrag en de werkelijk gedane uitbetalingen, voor den dienst van de *vlottende schuld*.

De gewone uitgaven van de Landsverdediging voor hetzelfde dienstjaar moeten verhoogd worden met 46 miljoen, bedrag dat grootendeels overeenkomt met den prijs van wat in 1919 door de *Fransche Regeering aan het Belgisch leger afgestaan werd*, en waarvan slechts onlangs de comptabiliteit kon opge maakt worden.

Bij de Buitengewone Begrooting voor 1921 moeten gevoegd worden drie credieten van een buitengewoon hoog bedrag.

Een crediet van 114 miljoen dat nog noodig was bij de som van 152 miljoen 100,000 frank toegekend voor de kosten van de verhandeling tot *uitwisseling der Bons van het Muntherstel*. Deze kosten bestaan hoofdzakelijk in interesten en premieën van 5 t. h. betaalbaar bij de uitwisseling, overeenkomstig de bepalingen der wet van 30 Juli 1921.

Een crediet van 121 miljoen om het verlies te dekken voortvloeiend uit de verrichtingen betreffende de Engelsche en Zwitsersche bankcredieten. De Kamers werden vroeger op de hoogte gebracht van de gevolgen dezer verrichtingen.

Een crediet van 98 miljoen voor de terugbetaling der *voorschotten aan Duitschland* gedaan krachtens het protokool van Spa. Deze som heeft als tegenwicht eene ontvangst in te schrijven onder de buitengewone geldmiddelen van 1921, ontvangst voortvloeiende uit eene voorafneming op de leveringen van brandstoffen gedaan krachtens hetzelfde protokool.

Op de Begrooting der invorderbare uitgaven van 1921 komen nog aanvullende credieten uit hoofde van enkele groote uitgaven :

In het Departement van Spoorwegen vereffening der achterstallige schuldverdringen tot een bedrag van ongeveer honderd millioen ; met deze verrichting komen overeen nietigverklaringen van credieten op de begrootingen van 1919 en 1920 ; verhooging, tengevolge van de wisselstijging, van de credieten voorzien in 1920 voor den aankoop van materieel : 33 millioen.

Vergoedingen toegekend voor oorlogsschade : 300 millioen. Laten wij eraan herinneren, dat het crediet aan deze vergoedingen toegekend, onbepaald is.

Het gering getal door ons opgesomde artikelen maakt eene gezamenlijke som van 900 millioen uit. Zooals men heeft opgemerkt, is dit totaal samengesteld uit uitgaven van gansch uitzonderlijken aard, en men begrijpt licht dat zij niet in de ramingen der begrootingen konden worden opgenomen.

Blijft nog te rechtvaardigen eene som van ongeveer 250 millioen frank aanvullende credieten.

Wij laten terzijde de weinig aanzienlijke cijfers betreffende onvermijdelijke onvoorziene uitgaven. De dienstjaren 1919, 1920, 1921 stonden onder het teeken van de stijging van den wissel, van de wedden en van de loonen : dat is de reden waarom tal van credieten werden te boven gegaan, zaken welke wij in deze bondige studie niet omstandig kunnen behandelen.

TABEL A.

GEWONE UITGAVEN.

's Lands Schuld.

Een crediet van 2,250,000 frank (art. 13^{bis}) wordt gevraagd voor den interest der tienjaarlijksche kasbons tot vereffening van het saldo der ingewisselde marken in de kantons Eupen-Malmédy.

Een crediet van 18,613,000 frank (art. 41^{bis}) voor toelagen aan de pensioenkassen ter uitvoering der wet van 3 Juni 1920 tot herziening der pensioenen. Dat deze som op het dienstjaar 1921 wordt aangerekend, spruit voort uit de nieuwe regelen welke in zake comptabiliteit dezer toelagen werden aangenomen.

Buitenlandsche Zaken.

Het bedrag der aanvullende credieten, dat voor dit Departement, twee millioen overschrijdt, is grootendeels toe te schrijven aan de schommelingen van den wisselkoers.

Binnenlandsche Zaken.

Een crediet van fr. 2,698,875.30 wordt gevraagd tot regeling der voorschotten door de Thesaurie aan den Hoogen koninklijken Commissaris van Eupen-Malmédy.

Kunsten en Wetenschappen.

De aanvullende credieten voor dit Departement aangevraagd maken te zamen de aanzienlijke som uit van ongeveer 17 millioen.

Dit hooge cijfer spruit grootendeels voort uit de bovengemelde algemeene oorzaken.

Het herzieningswerk der schooltoelagen van 1914 tot 1919 veroorzaakte bijkomende uitgaven ten beloope van nagenoeg 7,000,000 frank (art. 78^{bis} en 78^{ter}).

Het aandeel van den Staat in de vergoedingen verleend aan de tusschen-tijdige onderwijzers vereischt een bijcrediet van 3,155,000 frank.

Openbare Werken.

De voor dit Departement aangevraagde crediten bereiken de som van 9,500,000 frank, waarvan 7,000,000 frank ongeveer ter regeling van Thesaurie-mandaten welke niet tijdig binnenkwamen om uitgetrokken te worden op de beschikbare credieten van het dienstjaar 1920; en 1,500,000 frank ter regeling van de ter sluiks gedane betalingen gedurende de bezetting.

Landsverdediging.

De voor dit Departement aangevraagde credieten betreffen, voor het grootste gedeelte, het door de Fransche Regeering afgestane, waarvan hooger sprake was.

Financiën.

Gezamenlijk bedrag : 6,400,000 frank, wegens de regeling van achterstallen van jaarwedden, de herziening der barema's, de verleende toeslagen, evenals wegens sommige uitgaven voor materieel, welke moeilijk met juistheid konden worden voorzien.

TABEL B.

BUITENGEWONE UITGAVEN.**Openbare Werken.**

Een crediet van 10,000,000 frank wordt aangevraagd (art. 35) ter regeling van de Thesaurie-mandaten welke, ten gevolge van laattijdig binnenkomen, niet aangerekend konden worden op de beschikbare credieten van 1920.

Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

Crediet van 18,872,889 frank aangevraagd (art. 61^a) tot saldo van de in 1920 betaalde uitgaven voor den werkloozen-onderstand en den voedings-onderstand, na uitputting van het voor dezen onderstand toegekende crediet.

Crediet van 10,000,000 frank aangevraagd als toelage voor het Nationaal Crisisfonds (art. 62). Deze som strookt met het aandeel van tussenkomst der provinciën en der gemeenten, dat de Staat in 1921 moest voorschieten; als tegenwicht werd het voor 1922 aangevraagde crediet met een gelijke som verminderd.

Financiën.

Voorschotten aan het Albertfonds overeenkomstig het besluit-wet van 23 September 1916 (art. 165⁴) : 9,600,000 frank. De regeling van dit voorschot kon niet worden gedaan op de credieten voorzien in de begrotingen van 1919 en 1920 ten behoeve van dit Fonds.

Economische Zaken.

Duitsche kolen in opslagplaatsen verzameld (art. 168) : 3,132,000 frank.

DUURTEBIJSLAG.

Een aanvullend crediet van fr. 10,108,453.32 wordt gevraagd, omdat de credieten op de Begrooting van 1921 uitgetrokken tot onvoldoende cijfers werden gebracht.

TABEL C.

INVORDERBARE UITGAVEN TER UITVOERING DER VREDESVERDRAGEN.

Openbare Werken.

Een crediet van 7,079,705 frank wordt gevraagd (art. 27), hoofdzakelijk tot regeling der thesaurie-mandaten welke niet konden aangerekend worden op de in 1920 beschikbare credieten.

Zeewezen, Telegraaf, Telefoon.

In het geheel ongeveer 5,000,000 frank achterstallige schuldvorderingen (art. 37 en 40), bedrag dat overeenkomt met de beschikbare fondsen op de Begrooting van 1920.

Landsverdediging.

Uitgaven der Commissiën van terugvordering (art. 56) : 4,451,000 frank.

Economische Zaken.

Vervoer van het teruggegeven en teruggevordende materieel (art. 59) : 5 miljoen 919,000 frank.

Het voor deze zaak in 1920 geraamde crediet zal een overschot laten op de gevraagde som.

De tijdens het dienstjaar 1921 gegeven uitbreiding aan de rechtsmachten voor oorlogsschade en dezer grootere bedrijvigheid eischen twee aanvullende credieten respectievelijk ten bedrage van 972,000 frank (art. 64) en van 1,625,000 frank (art. 67).

TABEL D.

**BEGROOTING VAN SPOORWEGEN, ZEEWEZEN,
POSTERIJEN EN TELEGRAFEN**

Bijkomende credieten tot een bedrag van 72,000,000 frank worden aangevraagd voor de exploitatiekosten der Staatsbedrijven. Zij zijn grootendeels noodig wegens de lasten die in den loop van het dienstjaar 1921, zijn voortgevloeid uit verscheidene verbeteringen, in den toestand van het personeel gebracht.

De credieten aangevraagd voor kosten van eerste inrichting komen overeen met verbintenissen waaraan geen gevolg kon gegeven worden ten behoorlijken tijde op de beschikbare credieten van de vorige dienstjaren. Te zamen bedragen zij omtrent 36 miljoen frank.

TABEL E.

BEVOORRADING

Aangevraagde credieten : 3,000,000 frank.

De geraamde credieten voor opslagkosten waren lager dan de werkelijke uitgaven wegens den verminderden verkoop en het vertraagde in bedrijf nemen van de nieuwe opslagplaatsen.

Zooals in de Memorie van Toelichting wordt gezegd, zijn al de uitgaven betaald; zij moeten echter geregeld worden met het oog op de begrooting. Tegenover de aangevraagde credieten zijn er nietig te verklaren credieten die in gezegde Memorie worden geraamd op een geheel bedrag van 740 miljoen.

Eindelijk komen er in het u voorgelegd ontwerp voorstellen van bijkomende credieten voor te brengen op verscheidene, onlangs goedgekeurde begroo-

tingen voor het dienstjaar 1922. « Wanneer zij die credieten van nu af aan aanvraagt, zegt de Minister van Financiën, bevestigt de Regeering dat zij wil handelen overeenkomstig de wet, krachtens welke in de ontoereikende credieten moet voorzien worden vóór het einde van het begrootingsjaar ». De Kamer zal met genoegte akte nemen van deze verklaring.

Deze laatste credieten bedragen in 't geheel, voor den gewonen dienst, 9,645,000 frank.

Ministerie van Wetenschappen en Kunsten.

De bijkomende credieten, voor dit Departement aangevraagd, zijn zeer talrijk en bereiken de som van 4,691,000 frank. Zij zijn vooral het gevolg van de verhoogingen der jaarwedden volgens het reglement.

Een amendement van de heeren Huysmans c. s. stelt voor aan de credieten, toegestaan voor den gewonen dienst van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, een artikel toe te voegen luidende :

*Bouwwerken, bemeubeling, enz., van schoolhuizen en schoolbarakken
(lager onderwijs) : 10,000,000 frank.*

Uwe Commissie der Financiën achtte het niet gepast het beginsel van dit voorstel noch de gegrondheid van het voorgesteld bedrag te moeten onderzoeken. Zij is van oordeel dat, met dit amendement aan te nemen, men op tamelijk gevarlijke wijze het begrip der bijcredieten zou uitstrekken : in plaats van de toepassing dezer credieten te beperken tot de gevallen van vastgestelde ontoereikendheid der aangenomen credieten, of tot verrichtingen van louter comptabiliteit, zou men amendementen in de Begrootingswetten schakelen nadat deze zijn goedgekeurd.

Openbare Werken.

Crediet van 1,000,000 frank (art. 40) aangevraagd voor het klaarmaken der Koninklijke woongebouwen.

Financiën.

Uitgaven van de Commissiën voor de Terugvorderingen (art. 59).

Crediet overgebracht van de Begroting der Invorderbare uitgaven.

Artikel 8 van het wetsontwerp stelt een bijcrediet beschikbaar op de Begroting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven van 1922 voor de Commissie van onderzoek over de schending der regelen van het volkenrecht.

Het daarvoor voorgestelde crediet werd van 150,000 tot 50,000 frank ingekort door de Kamer, wanneer reeds de eerste som volledig aangewend was.

Artikel 10 van het ontwerp bedoelt twee overdrachten te verrichten van

de Begrooting der Buitengewone uitgaven naar de Begrooting der invorderbare uitgaven (artikel 58 en 61) : te zamen, 500,000 frank.

Eindelijk moet artikel 12 uwe aandacht vestigen. Het strekt er toe om op (artikel 4, litt. a) van de Begrooting der Bevoorrading voor het dienstjaar 1921 (Dienst der uitheemsche levensmiddelen, aankoop van uitheemsche granen) een verlies aan te rekenen van 30 millioen gedaan door den dienst der suikervoorziening in 1921.

Na deze verschillende beschouwingen, blijft er aan uwe Commissie der Financiën nog slechts over u, Mijne Heeren, voor te stellen het u onderworpen wetsvoorstel goed te keuren.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.
